

"Détresse", "miséreux": deux députés racontent leur visite d'une prison pendant le confinement (TEMOIGNAGE)

Par Julia PAVESI

Lille, 22 avr 2020 (AFP) - L'une a été "surprise par tant de détresse", l'autre raconte une ambiance "feutrée mais dure": deux députés -une macroniste et un mélenchoniste- ont visité la même maison d'arrêt lilloise pendant le confinement et appellent à vider un peu plus les prisons.

Lorsque Florence Morlighem, députée du Nord apparentée LREM, se présente le 25 mars, huit jours après le début du confinement imposé face au Covid-19, à la maison d'arrêt de sa circonscription à Lille-Sequedin, l'établissement n'a pas de protection à lui fournir.

"Je pensais avoir un masque et du gel hydro-alcoolique à mon arrivée. Quand j'ai vu que ce n'était pas prévu, je me suis dit: +soit je reviens, soit je partage le risque+", raconte-t-elle à l'AFP. "Je n'y suis pas allée pour faire des photos. Mais pour faire prendre conscience à la société qu'un pays ne peut pas bien se porter quand il détient des gens dans des conditions qui ne permettent pas une réinsertion facile comme elle devrait l'être."

Certaines cellules de 9m2 prévues pour deux accueillent alors trois détenus, un matelas par terre. Il y a déjà des suspicions de coronavirus, les parloirs et les activités sont suspendues, mais les surveillants n'ont pas encore reçu masques ni gel, "alors qu'ils ont un contact physique avec les détenus, parfois plus ou moins inévitable".

Selon l'administration pénitentiaire, il y avait 797 détenus, soit une densité carcérale de 118%.

- "Déclencheur émotionnel" -

"Je ne m'attendais pas à découvrir une détresse si forte de la part du personnel", reconnaît Mme Morlighem. Certes, Sequedin est "une maison d'arrêt assez récente (ouverte en 2005), bien organisée, bien structurée -ce n'est pas Fresnes ni Cayenne-" mais cette visite a été "un déclencheur émotionnel".

"Vous visitez une prison sans âme, vous sentez de la tension et, en même temps, beaucoup de choses sont à l'arrêt", décrit-elle, soulignant une "forme de désarroi".

Depuis le début du confinement, un ralentissement de l'activité judiciaire et une ordonnance facilitant les libérations anticipées des détenus à deux mois de leur fin de peine ont un peu vidé les prisons.

Un mois plus tard, quand le député du Nord LFI Ugo Bernalicis visite Sequedin le 20 avril, 705 personnes sont emprisonnées (105%).

Mais, selon lui, le centre pénitentiaire a atteint un "plafond de verre" car "l'essentiel de ceux qui restent sont des miséreux, sans domicile, à qui on ne peut donc pas appliquer les remises de peines exceptionnelles".

Le parlementaire a discuté avec deux mères confinées avec leurs enfants en bas âge, mais suivies par la protection maternelle infantile; avec une détenue qui ignorait que sa détention provisoire avait été prolongée de deux mois automatiquement; avec le personnel médical, "recentré sur les traitements récurrents et les urgences, y compris dentaires".

"La détention est plus dure parce que leur seule activité se résume à 1H30 de promenade", rapporte-t-il à l'AFP après sa visite, seul, la presse ayant été refusée.

Selon lui, les surveillants ont été confrontés, dans l'unité pour détenus violents, à un homme "encore plus violent que d'habitude", faute d'activités et de rendez-vous avec les psychologues.

Au 20 avril, un agent et un détenu avaient le Covid-19, selon la direction, qui a aménagé un quartier pour les détenus présentant des symptômes et leurs "cas contacts".

"L'un d'eux comprenait qu'il devait être à l'isolement, mais m'a dit +je me retrouve dans une cellule avec de la moisissure, l'eau qui ne s'évacue pas de l'évier...+", raconte M. Bernalicis en soulignant "l'implication et la bonne volonté des fonctionnaires".

Et les deux députés de faire la même conclusion: continuer à vider les prisons. L'Insoumis milite pour une loi d'amnistie, la Marcheuse pour libérer certains détenus à qui il reste jusqu'à 12 mois de détention.

jpa/frd/dlm